STATUT

Décret N° 84-1369 du 21 novembre 1984, étendant le bénéfice de l'indemnité de sujétions pédagogiques à certaines catégories de personnels enseignants et de surveillance relevant du Ministère de l'Agriculture

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 76-4 du 6 janvier 1976, portant statut particulier des personnels des enseignements secondaires et professionnels agricoles et des pêches;

Vu le décret n° 77-463 du 11 mai 1977, portant institution d'une indemnité de sujétions pédagogiques au profit de certaines catégories des personnels enseignants et du corps de l'inspection pédagogique relevant du Ministère de l'Education Nationale, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété et notamment les décrets n° 82-518 du 16 mars 1982, n° 84-25 du 16 janvier 1984 et n° 84-26 du 16 janvier 1984;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Vu l'avis du Ministre des Finances;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Le bénéfice de l'indemnité de sujétions pédagogiques accordée à certaines catégories de personnels enseignants et de surveillance relevant du Ministère de l'Education Nationale est étendue aux personnels analogues relevant du Ministère de l'Agriculture.

Art. 2. — L'indemnité visée à l'article premier du présent décret est attribuée aux mêmes taux et dans les mêmes conditions que prévus pour les personnels enseignants et de surveillance relevant du Ministère de l'Education Nationale.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4. — Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter du 1er janvier 1984 et qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 21 novembre 1984

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Ministre de l'Intérieur
Mohamed MZALI

MESURES SANITAIRES

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 21 novembre 1984, fixant les mesures sanitaires à prendre contre la Peste Aviaire

Le Ministre de l'Agriculture;

Vu la loi n° 84-27 du 11 mai 1984, relative aux maladies animales réputées contagieuses et notamment son article 2;

Vu le décret n° 84-1225 du 16 octobre 1984, fixant la nomenclature des maladies animales réputées contagieuses et édictant les mesures sanitaires générales communes à ces maladies;

Arrête :

TITRE I. — Objectifs et Définitions

Article Premier. — Les mesures sanitaires prévues dans les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

— La préservation du statut de la Tunisie comme pays indemne de Peste Aviaire;

— Eventuellement, l'extinction de tout foyer de Peste Aviaire apparu sur le territoire national.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

— espèces animales sensibles à la Peste Aviaire, tous les gallinacés et plus particulièrement la poule;

— animal atteint de Peste Aviaire, un animal chez lequel l'infection a été confirmée par des examens de laboratoire;

— animal suspect de Peste Aviaire, un animal qui présente des symptômes et/ou des lésions qui ne peuvent être rapportés d'une façon certaine à une maladie autre que la Peste Aviaire;

— animal contaminé de Peste Aviaire, un animal qui a cohabité avec un animal atteint de Peste Aviaire.

TITRE II. — Mesures Sanitaires à l'Importation

à partir de pays infectés de Peste Aviaire

Art. 3. — Est strictement interdite l'entrée sur le territoire national, à partir de pays infectés de Peste Aviaire, de toute espèce animale sensible à la Peste Aviaire, ainsi que de tous produits animaux, objets et matières pouvant servir de véhicule au virus de la maladie.

Art. 4. — Toutefois, si des animaux appartenant à des espèces sensibles et provenant de pays infectés de Peste Aviaire, sont présentés à un poste frontalier, ils seront systématiquement refoulés.

De même, si des produits animaux, objets et matières, pouvant servir de véhicule au virus de la maladie et provenant de pays infectés de Peste Aviaire, sont présentés à un poste frontalier, ils seront systématiquement refoulés ou détruits.

Art. 5. — Les animaux appartenant à des espèces sensibles à la Peste Aviaire, importés à partir d'un pays où la Peste Aviaire s'est déclarée dans les sept jours qui suivent leur introduction sur le territoire national, seront abattus sur place dans les 24 heures qui suivent une notification de la déclaration d'infection dans le pays d'origine.

Leurs cadavres seront enfouis sur place, à au moins un mètre de profondeur, entre deux couches de chaux vive d'au moins 20 cm d'épaisseur chacune, et ce, sous le contrôle effectif du Médecin Vétérinaire responsable de la santé animale dans la région.

TITRE II. — Mesures Sanitaires aux Frontières

lors d'apparition de Peste Aviaire

dans un pays limitrophe

Art. 6. — Lorsque l'existence de la Peste Aviaire est confirmée dans un pays limitrophe, en complément des mesures prévues aux articles 3, 4 et 5 du présent arrêté, et sur proposition des médecins vétérinaires responsables de la santé animale, le gouverneur ou le président de la commune peut prendre un arrêté de mise sous surveillance des animaux des espèces sensibles. Cet arrêté fixera les mesures sanitaires spécifiques suivantes

— introduction ou réglementation du déplacement des animaux sensibles à l'intérieur de ces gouvernorats;

— interdiction ou réglementation des foires et marchés.

Art. 7. — La levée de l'arrêté de mise sous surveillance est prononcée 15 jours après que le pays limitrophe infecté ait été reconnu indemne de Peste Aviaire.

TITRE IV

Mesures sanitaires en cas d'apparition

d'un Foyer de Peste Aviaire

sur le Territoire National

Art. 8. — Lorsque l'existence de la Peste Aviaire sur le territoire national est confirmée, les mesures sanitaires spécifiques suivantes seront prises dans un périmètre qui sera fixé par le gouverneur et les services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture :

— mise en interdit du périmètre infecté;

— abattage systématique sur place de tous les animaux reconnus malades, les animaux contaminés, les animaux suspects de Peste Aviaire ainsi que les œufs provenant des animaux malades, contaminés ou suspects de Peste Aviaire;

— destruction des cadavres des animaux, morts ou abattus, par le feu ou par enfouissement sur place à au moins un mètre de profondeur entre deux couches de chaux vive d'au moins 20 cm d'épaisseur chacune;

— interdiction de la tenue des foires et marchés dans le périmètre infecté;

— désinfection par la soude à 8 p. 1000, dans les locaux où ont séjourné les animaux malades.

Art. 9. — La levée des mesures sanitaires prévues à l'article 8 ci-dessus a lieu 15 jours au moins après l'élimination du dernier cas de Peste Aviaire et sans qu'il ne se soit déclaré, au cours de ces 15 jours, aucun cas de Peste Aviaire sur le territoire national.

Art. 10. — Lorsque l'existence de la Peste Aviaire est suspectée et sur proposition du Médecin Vétérinaire du Ministère de l'Agriculture responsable de la santé animale dans le Gouvernorat, le Gouverneur prend un arrêté de mise sous surveillance qui fixe l'étendue du territoire sur lequel seront appliquées les mesures suivantes jusqu'à confirmation ou infirmation de la maladie :

— mise en interdit du périmètre mis sous surveillance;

— recensement et visite régulière, par le Médecin Vétérinaire responsable de la santé animale dans le Gouvernorat, de tous les animaux sensibles à la Peste Aviaire se trouvant dans le périmètre placé sous surveillance;

— destruction par le feu des animaux sensibles morts pour quelque cause que ce soit.

Art. 11. — La levée de l'arrêté de mise sous surveillance prévue à l'article 10 du présent arrêté est prononcée dès l'infirmation de la maladie.

Art. 12. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront réprimées conformément à l'article 5 de la loi susvisée n° 84-27 du 11 mai 1984.

Tunis, le 21 novembre 1984

Le Ministre de l'Agriculture
Lassaad BEN OSMAN

VU

Le Premier Ministre
Ministre de l'Intérieur
Mohamed MEZALI

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 21 novembre 1984, organisant la lutte contre la Clavelée

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi n° 84-27 du 11 mai 1984, relative aux maladies animales réputées contagieuses et notamment son article 2;
Vu le décret n° 84-1225 du 18 octobre 1984, fixant la nomenclature des maladies animales réputées contagieuses et édictant les mesures sanitaires générales communes à ces maladies;

Arrête :

TITRE PREMIER

Objectifs et définitions

Article Premier. — La lutte contre la Variole Ovine ou Clavelée a pour objet :

- La protection des effectifs ovins indemnes;
- L'assainissement des effectifs ovins infectés;
- L'éradication de la Clavelée du territoire national.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Animal atteint de Clavelée, un animal chez lequel l'infection a été confirmée par des examens de laboratoire;
- Animal suspect de Clavelée, un animal qui présente des systèmes ou des lésions qui ne peuvent être attribués de façon certaine à une maladie autre que la Clavelée;
- Animal contaminé de Clavelée, un animal ayant cohabité avec un animal atteint de Clavelée.

TITRE II

De la Prophylaxie collective de la Clavelée

Art. 3. — La vaccination du cheptel ovin contre la Clavelée est obligatoire et gratuite sur l'ensemble